

CIBLE

HÉLAS !

Non à la destruction ! Notre éditorial, écrit plusieurs jours avant les déclarations du Président, était de pure routine. Face à l'agitation médiatique, face aux états d'âme de la classe politique, il s'agissait de réaffirmer un certain nombre de principes constitutionnels qui nous paraissent fondés en raison politique. Vigilants, nous ne voulions pas dramatiser un débat vieux comme la 5^e République. Inquiets, mais optimistes, nous espérions qu'une fois de plus les projets pernicieux seraient renvoyés aux calendes grecques.

Hélas... Voici que François Mitterrand avance l'hypothèse de la réduction du mandat présidentiel - réforme pernicieuse parmi d'autres souhaitables. Nous pensons que c'est une fausse réponse à une vraie crise, et une atteinte majeure aux principes qui doivent fonder les institutions. Les mois qui viennent nous permettront de développer et d'affirmer plus encore notre conviction, avec tous ceux qui sont attachés aux principes d'arbitrage, de continuité et d'indépendance de l'Etat.

QUINQUENNAT

NON

NON

et NON

Elections

**La chasse
aux Verts**

(p. 3)

Télé

**Faut-il brûler
Guillaume Durand ?**

(p. 6/7)

M 2242 - 567 - 15,00 F



Un grand duc à Léninegrad

D'abord, il y a l'agacement provoqué par cet attrait des médias (et d'une partie de la classe politique) pour les familles royales et impériales d'autres pays. Début novembre c'étaient les Romanov, un jour ou l'autre ce sera Otto de Habsbourg (qui a annulé récemment une «Heure de vérité» qui devait lui être consacrée) et nous avons presque chaque semaine notre dose monégasque. Mais après tout cet agacement est mineur et son origine tient moins à la logique des médias qu'à des présences trop discrètes en ce qui nous concerne. Un manque dans l'incarnation de la symbolique royale est tôt ou tard compensé de bric (Vladimir) et de broc (Otto), dans l'attente d'un mieux, ou du pire*.

Cet agacement léger est cependant justifié dans la mesure où l'intérêt médiatique exploite le côté nostalgique et spectaculaire des «vieilles familles» ressurgies des décombres de l'Europe d'autrefois. Alors que nous aimerions des analyses et des reportages politiques sur Michel de Roumanie, Siméon de Bulgarie et Alexandre de Yougoslavie, on s'attendrait sur des figures passées, quasi-folkloriques. Otto de Habsbourg traîne derrière lui un air de valse viennoise

Que l'héritier des Romanov soit accueilli officiellement dans l'ancienne capitale des Tsars devrait faire plaisir aux royalistes que nous sommes. En fait, pas vraiment...

et son nom fait ressurgir le visage de Sissi impératrice (la vraie, celle que nous avons aimée dans notre jeunesse : Romy Schneider) et Vladimir nous rappelle les grandes voix de l'opéra russe et les ors de la cour des Tsars. Dans le cas de la Russie, il suffit de pimenter les souvenirs par une dose de Pamiat (les excités en uniforme noir qui posent devant un portrait de Nicolas II) pour obtenir un cocktail présentable au journal de 20 heures.

Il y a plus grave. Dans leur nostalgie, les commentateurs mélangent les traditions, les symboles et les diverses formes d'organisation collective. Or la tradition royale n'est pas la tradition impériale, or un roi n'est pas la même chose qu'un empereur, or un empire n'obéit pas à la même logique qu'une nation. Dans l'histoire de l'Europe, on voit clairement que la tradition royale est infiniment plus respectueuse des droits de l'homme (droit à la sûreté) que la tradition impériale qui a maintenu jusqu'à l'époque moderne le servage sur ses territoires, et que la royauté s'est dégagée beaucoup plus tôt de la



■ Le Grand Duc Vladimir, héritier des Tsars.

théocratie que l'empire. Dès le Moyen-Age, le roi de France distingue nettement le spirituel et le temporel, alors que le mythe du Saint Empire romain germanique perdure jusqu'au XIX^e siècle. Par voie de conséquence, le roi sacré (prêtant serment de justice et de paix avec la bénédiction de l'Eglise) n'est pas un roi sacralisé - considéré comme demi-

dieu, confondant le pouvoir politique et le pouvoir ecclésiastique. Enfin, il importe de souligner que la logique nationale, tant monarchique que républicaine, est introvertie : elle privilégie l'organisation de la collectivité et, dans le cas français, la dynamique de l'intégration ; la tradition impériale, au contraire, tend vers la domination universelle et se montre généralement plus belliqueuse que les nations qui ont trouvé leurs limites. Il est donc permis de conclure que la tradition royale est le contraire de la tradition impériale.

Dernière remarque : le grand-duc Vladimir est accueilli, le jour anniversaire de la Révolution d'Octobre, dans une ville qui a retrouvé sa dénomination allemande (Saint-Petersbourg), après s'être appelée Petrograd en 1914 puis Léninegrad. Les Russes font ce qu'ils veulent avec leur passé. Mais le retour à la tradition (si tant est que ce retour ait lieu) ne peut signifier l'effacement de la mémoire. Qu'il soit heureux, héroïque, tragique ou terrible le passé est fait pour être délibérément assumé.

Jacques BLANGY

* Cela dit sans mettre à aucun moment en cause la très grande dignité et la respectabilité de ces deux princes.

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement de trois mois (100 F), six mois (185 F), un an (270 F), de soutien (500 F)*

(* Encadrez la formule de votre choix)

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - CCP 18 104 06 N Paris

royaliste

SOMMAIRE : p. 2 : Un grand Duc à Léninegrad - p. 3 : La chasse aux Verts - S.O.S. veau ! - p. 4 : Comment va-t-on voter ? - Viva Espana ! - p. 5 : La seconde décolonisation - p. 6/7 : Faut-il brûler Guillaume Durand ? - p. 8 : Plantu - Capitalisme - p. 9 : Le grand œuvre de Victor Nguyen - p. 10 : La possession du monde - Chouans - p. 11 : Action royaliste - p. 12 : Non à la destruction.

RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
☎ (1) 42.97.42.57
Dir. de la publication : Yvan AUMONT
Comm. parit. 51700 - ISSN 0151-5772
Diffusion NMPP - Imprimé en France

La chasse aux verts

Avant de partir à la chasse aux voix, commençons par faire un brin de cour... Pour séduire Waechter et ses amis, droite et gauche font assaut de cynisme et de naïveté.

Faut-il en rire, ou bien s'indigner ? Chacun choisira, selon l'humeur du jour, mais le fait est qu'il faut un culot d'acier pour se présenter avec des mines virginales devant le parti Vert au nom de Jacques Chirac ou de Pierre Mauroy. Les représentants de l'un et de l'autre peuvent jurer leurs grands dieux qu'ils ont toujours été des militants écologistes, ils ne feront pas oublier à leurs interlocuteurs que c'est Georges Pompidou qui a lancé le programme nucléaire français et que c'est le Premier ministre de 1981 qui a décidé, sans le moindre débat, d'en continuer la réalisation. S'il est vrai que le P.S. et le R.P.R. représentent deux variantes d'un même projet de développement économique, à quoi bon tenter d'ouvrir une discussion avec ceux qui récusent tout à la fois les concepts, les modalités et les objectifs de la gestion industrialiste ?

Bien entendu, chacun a compris d'entrée de jeu que le calcul des socialistes et des chiraquiens était parfaitement cynique, qu'il s'agissait pour les deux partis de récupérer des voix au second tour et pour les Verts d'obtenir le maximum d'avantages en matière de représentation électorale. C'est là que le cynisme de l'intention rejoint la naïveté de l'espérance. Pourquoi ?

- parce que les Verts sont moins que d'autres maîtres de leurs voix, qui iront au second tour vers leurs familles d'origine ou qui, pour les plus hésitantes, ne se reporteront pas sans une réflexion indifférente à la grosse artillerie démagogique.

- parce que, surtout, les Verts ne constituent pas un parti comme les autres. Cette fraction intégriste de la



le candidat écologiste

mouvance écologiste - qui prétend abusivement exprimer le souci écologique tout entier - est tout à la fois étrangère au sentiment patriotique, hostile à l'indépendance nationale dans ses différents aspects (diplomatie autonome, force de dissuasion nucléaire), à la tradition française de l'Etat. Pacifisme extrémiste, utopie planétaire et projets de réforme constitutionnelle (régime d'Assemblée et référendum d'initiative populaire) montrent que les Verts forment un mouvement anti-politique, qui se prétend porteur d'une vérité absolue, d'une conception totale du monde. Comment négocier sérieusement avec cette idéologie radicale, qui s'oppose de manière irrémédiable aux grandes familles politiques de notre pays ?

Nous ne regardons pas pour autant les Verts comme un « éco-fascisme » et le Front national, qui laboure depuis un an la terre écologique, a compris qu'il n'y avait rien à tirer du côté d'Antoine Waechter. Ce paradoxe

apparent peut être expliqué par des remarques très simples.

D'une part, on ne saurait qualifier d'éco-fasciste un parti qui est anti-nationaliste, anti-étatiste et, par ailleurs, favorable au droit de vote des résidents étrangers aux élections locales. Même si certains Verts glissent de l'anti-sionisme à l'antisémitisme, on ne peut sans injustice majeure accuser les waechtériens de racisme.

Mais il est vrai, d'autre part, que l'idéologie de la nature qui est professée par les intégristes de l'écologie ne peut être opposée au discours raciste (elle est aussi anti-politique que le racisme) et peut même le favoriser (puisque le concept de nature recouvre un fantasme de pureté et donne le spectacle de la sélection des espèces, de la lutte pour la vie etc.). Ce qui explique la récupération par les hitlériens du goût romantique pour la nature...

Au lieu de diaboliser les Verts, il importe de comprendre et de leur faire comprendre ce que leur naturalisme permet, et la logique d'extermination qui en a procédé. C'est évidemment moins simple, et moins commercial, que de crier au fascisme dès qu'un amoureux de la nature pointe le bout de son nez. Ne prenons pas non plus les Verts pour de doux rêveurs : la charge subversive de leur projet est certaine, leurs ambitions politiques sont avouées et leur radicalisme politique en fait des partenaires coriaces. Chiraquiens et socialistes feraient bien de se méfier.

Yves LANDEVENNEC

S.F.

"Verts" de gris

S.O.S. veau !

Fous que nous étions de défendre les droits de l'homme ! Depuis longtemps la presse lepéniste nous expliquait qu'il s'agissait là d'une utopie mondialiste, cosmopolite, maçonnique... Cela ne nous laissait-il pas fort dépourvus, sur le plan des valeurs ?

La réponse vient d'être adressée au peuple français dans son ensemble, depuis Saint-Raphaël : il faut défendre le droit du veau. Le chef du Front national a en effet déclaré, lors d'un colloque de son parti sur l'écologie, que « le veau a le droit d'être caressé par sa mère, de voir le soleil, la pluie et le vent, de ne pas être enfermé dès sa naissance et ne sortir pour être conduit à l'abattoir ». Ainsi la défense de l'identité ne consiste pas seulement à préférer « sa cousine à sa voisine » : la préférence nationale implique qu'on protège le veau plutôt que l'immigré.

Seulement le veau ? Non, le saumon aussi, qui, selon un membre éminent du groupe écolo-lepéniste, est une « composante de notre patrimoine culturel ». Il n'est donc pas étonnant que J.-M. Le Pen blanchisse - si l'on peut dire - le singe vert quant au sida, dont le virus proviendrait... d'un laboratoire militaire. Après Staline et Elena Ceausescu, voici le nouveau génie de la science !

On rirait de ces déclarations folingues s'il n'y avait eu la sinistre conclusion de Bruno Megret appelant à protéger par un même combat les espèces animales et les « races humaines ». On ne disait pas autre chose dans l'Allemagne des années trente.

Lire « Royaliste » c'est bien ...
... s'y abonner c'est mieux !

Votre abonnement nous aidera à développer notre action

Comment va-t-on voter ?

Comme tant d'autres, le débat sur le mode de scrutin a été très mal engagé par le Parti socialiste qui, de surcroît, semble oublier son projet.

Ils ont bien travaillé, mais ils ne semblent pas vouloir qu'on le sache. Ils ont publié un texte solide mais certains font comme s'ils ne l'avaient pas lu. Ils vont avoir un congrès extraordinaire sur leur projet pour l'an 2.000 mais le grand débat qui aurait dû le précéder est pour le moment effacé par les rumeurs, les procès d'intention et les escarmouches sur le mode de scrutin...

Les socialistes ont vraiment l'esprit politique curieusement tordu : tandis que les uns s'emploient à annuler les effets du programme gouvernemental et des déclarations présidentielles à coup de petites phrases moqueuses, d'autres (ou les mêmes) enterrent le débat - capital - sur le projet socialiste dans un psychodrame sur la réforme du mode de scrutin. Dommage... Mais puisque la question est désormais posée, il nous faut dire comme tout le monde notre sentiment.

Observons d'abord que la question est posée et débattue dans les pires conditions imaginables : tout est fait pour donner l'impression que le P.S. veut « sauver les meubles » dans la perspective d'une défaite annoncée comme inévitable ; tout est fait pour donner l'impression que le P.S. manipule la représentation nationale (comme la droite récemment avec le redécoupage des circonscriptions) en discutant sur le point de savoir si le Front national doit ou ne doit pas être représenté à l'Assemblée. Ce n'est pas en agissant ainsi que la classe politique sera respectée.

Essayons, quant à nous, d'examiner la question en la mettant sur le

plan des principes : d'une part la démocratie exige une représentation aussi fidèle que possible de la nation ; d'autre part cette nation doit être gouvernée, ce qui signifie que le gouvernement responsable devant l'Assemblée doit pouvoir bénéficier d'une assise solide et durable. Dans un pays aussi divisé que le nôtre, ces deux exigences peuvent être incompatibles : c'est le cas lorsqu'il y a régime d'Assemblée (par exemple la IVème République) car une représentation très diversifiée est facteur d'instabilité ministérielle. Mais nous avons la chance de vivre sous l'empire d'une constitution qui assure au chef de l'Etat une indépendance certaine et qui donne au Premier ministre et à son gouvernement les moyens d'exercer leurs responsabilités. Dès lors, le choix d'un système de proportionnelle est compatible avec l'autorité et la continuité de l'Etat.

Ce choix est d'autant plus recommandable que la proportionnelle garantit la représentation des minorités - et il est anti-démocratique de dire que tel groupe ne doit pas être représenté, alors qu'il est porté par des centaines de milliers ou des millions de suffrages. La proportionnelle permet aussi de résoudre le lancinant problème du découpage des circonscriptions, puisqu'elle se déroule dans le cadre départemental ou national. Elle garantit enfin que le député sera bel et bien celui de la nation, et non plus l'assistante sociale de sa circonscription. Trois raisons qui méritent d'être étudiées, en dehors de tout pronostic sur les élections législatives de 1993.

Jacques BLANGY

Viva Espana !

On a toujours tendance, et parfois avec raison, à se méfier des succès de nos partenaires de la Communauté Européenne, comme s'ils signifiaient une menace pour notre pays. En voici un pourtant dont la France a tout lieu de se réjouir.

Il s'agit de l'immense succès diplomatique de Juan Carlos et Felipe Gonzalez au « Sommet Ibéro-américain » de Guadalajara, au Mexique, cet été. Au terme d'un travail diplomatique intense de l'Espagne et du Mexique, en coopération avec tous les Etats d'Amérique Latine, s'est créée en effet un « Club des 21 », qui a jeté les bases d'une communauté ibéro-américaine, formée des dix-neuf pays latino-américains et des deux anciennes métropoles, l'Espagne et le Portugal. Fondée sur une déclaration unanime de respect de la démocratie et des droits de l'homme, cette communauté vise rien moins qu'à unifier un continent dont l'histoire est faite de rivalités, d'instabilité politique et de tentations dictatoriales. Le moment est favorable : il n'y a presque plus de grandes dictatures, l'idéal démocratique est quasi universel, les rivalités sont rentrées, au point que Fujimori, le président péruvien, a pu proposer sans choquer l'idée d'un désarmement général du continent.

Sans aller aussi vite en besogne, la création d'une structure groupant les vingt et un chefs d'Etat, se réunissant chaque année, et la signature d'une charte commune est déjà un extraordinaire pas en avant, qui devrait être suivi en 1995, à la suggestion de Carlos Andres Perez (Venezuela), de la création d'un Parlement Ibéro-américain.

Bien sûr, des inconnues subsistent : comment vont réagir les Etats-Unis à l'apparition de cette nouveauté dans leur zone d'influence, eux dont

la politique permanente dans ce continent est d'empêcher justement la création d'un groupe latino-américain ? La coutume des pays, qui consiste à rejeter la responsabilité de leurs problèmes intérieurs sur le compte de voisins prétendument agressifs pourra-t-elle être contenue ? Les innombrables différends frontaliers vont-ils disparaître ? Le caudillisme est-il vraiment mort (voir Haïti).

Quoi qu'il en soit, la France ne peut qu'applaudir sa voisine d'avoir en quelque sorte fait passer dans les actes le « Discours de Cancun » de François Mitterrand en 1982 : d'une ville du Mexique à l'autre, neuf ans ont passé, ce qui a été annoncé par l'un a été réalisé par l'autre, mais en tout état de cause la Communauté Européenne, grâce à l'Espagne, jouit d'une influence nouvelle et considérable en Amérique Latine. Il s'agit là peut-être aussi pour notre pays, qui n'a jamais réussi à avoir une politique cohérente vis-à-vis de ce continent (et ce depuis des siècles), d'une occasion unique, par le biais d'une réelle coopération avec le « Club des 21 » par l'intermédiaire de l'Espagne, de redécouvrir l'Amérique Latine et de développer une coopération efficace. Quant à l'Espagne, qui accueillera la prochaine réunion de « l'Ibéro-amérique » en 1992, elle reprendra la place qui lui revient dans le monde, quand tout un continent, en toute liberté, crierait « Viva el Rey ».

François VILLEMONTAIX

La seconde décolonisation

Tout comme l'Europe de l'Est, l'Afrique semble devoir connaître la fin d'une longue période de dictatures. Mais l'incertitude est encore plus grande ici.

Un à un les dirigeants africains cèdent le pouvoir aux générations montantes. Naviguant à vue, la « Paristiroïka », considérée ici comme pusillanime, là comme suicidaire, épouse assez bien les contours irréguliers d'un monde imparfait et le rythme saccadé d'une transition incertaine. Mais après cette phase gorbafricaine, vers quels Eltsine ?

Après avoir donné le coup d'envoi des réformes à la conférence franco-africaine de la Baule, nous nous sommes retirés en touche, sifflant les hors-jeu et les coups francs, mais sans jamais nous substituer aux joueurs. Ce que les oppositions africaines n'arriveront pas à faire, nous ne le ferons pas à leur place. Par contre, nous homologuons chaque point marqué et aidons à transformer chaque essai. On nous accuse de nous désengager de l'Afrique. Il faut parfois savoir s'effacer pour mieux revenir. En ce sens, on peut parler de nouvelle décolonisation. De nombreux Africains rappellent la brève période dite de la loi-cadre Defferre de 1956 où ils avaient connu le pluralisme politique et la liberté syndicale. Les indépendances après 1960 ont recréé des Etats sur le mode autoritaire et centralisé. Les révolutions de jeunes officiers anti-impérialistes n'ont pas brisé ces cadres car elles en étaient issues et perpétuaient le complexe du colonisé tout en l'inversant.

Aujourd'hui, on entrevoit la possibilité d'une saine déconnexion à l'égard des modèles hérités du passé européen, l'Etat central réceptacle de l'aide extérieure, le développement qui a pris la suite de la « mise en valeur » coloniale, le territoire balkanisé et militarisé.

Cette seconde décolonisation se passera-t-elle mieux que la première ? Permettra-t-elle à l'Afrique de bien repartir ? Nouvel avatar de la politi-



■ Réinterpréter la démocratie en l'enracinant dans la richesse des cultures tribales.

que du ventre ou nouveau contrat social ? Démocratisation et ajustement structurel sont encore ambigus à ce sujet. La démocratisation, selon que l'on met l'accent sur l'aspect politique ou sur l'aspect institutionnel : plus de partis admis à « manger » ou règles du jeu applicables à tout pouvoir quel qu'il soit : justice, information, décentralisation ? L'ajustement structurel selon que l'on souligne le côté ajustement ou le côté réformes de structure : la discipline financière qui suppose un appareil d'ordre public ou la libéralisation de l'économie qui va de pair avec un système de droit ?

Pilleurs et prédateurs vont de pair. Personne ne souhaite certes l'anarchie sous couvert de démocratie, mais il faut préciser ce que l'on entend par « affaiblissement » ou « raffermissement » de l'Etat. La démocratisation en effet ne peut réussir sans une profonde réforme de l'Etat autoritaire

(les dépenses militaires), du développement techno-bureaucratique (la coopération beaucoup trop « intergouvernementale ») jusqu'aux frontières protégées (trop d'inter-Etat et pas assez de communautaire).

Les forces qui veulent faire éclater le cadre post-colonial sont hélas moins nombreuses que lors des indépendances. La IVème République avait su former les grands dirigeants noirs, les Senghor, les Houphouët, présents dans nos conseils des ministres. Les nouvelles élites ont été écrasées sous trois décennies de dictatures, la classe moyenne reste faible, les églises ne sont que l'alibi du vide des sociétés civiles et politiques. Quelques avocats et universitaires, quelques fonctionnaires internationaux habitués à leurs exils dorés, ne feront pas le poids.

Reste, pour un peu de temps encore, la richesse humaine de l'Afrique noire : les cultures dites tribales !

La démocratie ne prendra pas racine si elle n'est pas réinterprétée par chaque Africain dans sa culture propre et si elle n'intègre pas chacune de ces visions du monde. Le mouvement doit aller de bas en haut au lieu que les partis fondés dans les capitales aillent ensuite créer leurs sections à l'intérieur. Certes, l'angélisme n'est pas de mise. Certaines cultures sont rien moins que démocratiques. Féodalismes, forces rétrogrades, pouvoir des anciens, marginalisation des jeunes (moins de 45 ans) et des femmes, ont souvent raison de l'imagerie populaire de la palabre sous l'arbre. Certains intellectuels révolutionnaires ont voulu les jeter avec l'eau du bain. Aujourd'hui un nouvel équilibre tend à s'instaurer. Les pouvoirs locaux s'ouvrent vers l'extérieur. Les autorités centrales obligées de prendre en compte cette évolution jouent des chefs, des ethnies, des religions, les unes contre les autres, figeant les caractères acquis, bloquant les évolutions naturelles. Il leur reste à inventer un nouveau fédéralisme, à l'intérieur et à l'extérieur. L'idée de la Communauté est à reprendre entre Africains. Le grand débat de 1958 entre Senghor et Houphouët-Boigny est dépassé. Hélas eux-mêmes vont disparaître. Qui les remplacera alors qu'aucune personnalité n'émerge de l'Afrique noire pour le secrétariat général des Nations-Unies, ni même à la tête de l'OUA, et si peu dans les grands renouvellements internes ? Pour se débarrasser des Idi Amin et Bokassa puis des Moussa Traoré et Mobutu, l'Afrique a pu compter sur les nains de la forêt. Il lui en faudra plus pour assurer l'avenir.

Yves LA MARCK

Cet article fait suite à « La démocratie universelle et l'Afrique », Royaliste n°431 et « Une saison au Congo », Royaliste n°540.

Faut-il brûler Guillaume Durand ?

Démocratie-spectacle

Les absents ont toujours tort : les présents aussi. C'est l'immense mérite de l'émission du lundi soir sur la Cinq de nous le rappeler, qu'anime Guillaume Durand avec courage et talent. En a-t-on les oreilles fatiguées, du consensus - tout le contraire du Rassemblement gaullien ! - de la démocratie « moderne », c'est-à-dire propre, raisonnable, rationalisée, soft, hygiénique et sous cellophane. En a-t-on assez d'une démocratie d'hôpital où, si l'on aspire au consensus, ne rôde plus que la mort qui réunit les hommes dans une paix affreuse. Or la mort, soit horrible, énigmatique ou mystérieuse, est l'au-delà du tragique, l'au-delà du théâtre, un dénouement qui n'a de scène dans aucune langue. La vie, c'est le théâtre tragique : violente, divisée, conflictuelle, séparée, querelleuse, dialogique. La vie, c'est la démocratie. Et la démocratie, c'est, à la lettre, le « théâtre » de la violence. Au lieu de la nier, - sombre privilège des tyrannies - ou de la dépasser, - dernier mot de la mort -, la démocratie représente, expose et transpose la violence du groupe. Elle pose un lieu imaginaire - une scène - où se jouent les tensions réelles ; et ce lieu, par un renversement paradoxal, fait lien. C'est ensemble, dans la même Athènes éclairée par le miracle d'un Logos divisé, que naissent théâtre et démocratie : rupture tragique d'avec le Cosmos, mais aussi rupture heureuse puisque, d'elle, sortent la conscience et la possibilité d'une vie de la Cité, qui soit, non plus l'ordre des dieux, mais l'acte et la volonté des hommes. Tout théâtre est « politique », acte fondateur : toute démocratie, conscience théâtrale de soi. Au combat physique, le théâtre

substitue un agôn rhétorique ; au corps à corps, un procès verbal ; au meurtre réel, un meurtre symbolique et au contrat synallagmatique le seul contrat léonin qui apparaisse légitime : le désaccord de tous au sujet de la vérité fondatrice. Les dieux, absents et accusés ont tort ; et parmi les hommes lourdement présents, qui a raison ? qui est innocent ? La vérité, expulsée, reste interminablement suspendue aux questions sans réponses que les hommes posent à la signification du monde. La démocratie, faute d'une transcendance fondatrice d'ordre, n'est donc plus le meilleur régime, celui qui s'identifierait à un idéal : mais c'est le moindre mal, le moindre désordre réel (1). Le théâtre joue donc l'origine de toute démocratie, réactualise une « politogonie », retrempe à la même source le même pouvoir du Peuple et du Spectateur. Comme le théâtre en ses moments les plus forts, la démocratie est « stichomythique » : les acteurs rendent coup pour coup, vers contre vers, discours contre discours dans la réciprocité cruelle. La symétrie des enjeux est sa loi. C'est le prix de la catharsis.

De Gaulle fut ce héros tragique, querelleur, dialogique, toujours dans la mêlée, portant plus haut que ses adversaires le verbe ardent, théâtralisant l'action dans ses écrits, ses conférences de presse, ses messages et discours télévisés. Nous n'avons plus ce héros tragique. Mais sous nos yeux, Guillaume Durand remet les acteurs de la pièce politique sur scène ; renouvelant le théâtre, il ressuscite une fièvre et un enjeu. C'est bien. On peut regretter que le Parlement, affaibli, discrédité et peut-être anachronique, ait perdu ce pouvoir

d'être un lieu d'affrontement. Sous la République des avocats, on parlait haut et fort, mimant parfois la guerre civile. Nous avons cru sage ou nécessaire de fermer les yeux sur notre violence et de confectionner une démocratie sans tragédie. Gare ! La violence court. Elle est dans l'air.

Demain peut-être sera-t-elle dans la rue. Or si la rue devait devenir le théâtre de nos violences, la violence serait partout, le théâtre nulle part et l'on chercherait en vain les mots de la démocratie.

Si la télévision est une maladie sournoise, Guillaume Durand ouvre la voie d'un bon usage de cette maladie-là, où se fait entendre le verbe polémique des Gaulois brûlant de guerres civiles et sachant parfois dans la mêlée trouver l'ardeur d'être eux-mêmes.

Alain FLAMAND

(1) C'est pourquoi, à mon sens, toute démocratie doit se fonder sur un ailleurs transcendant qui lui donne à la fois son étendue et ses limites : Dieu, chez les anglo-saxons ; chez nous, la Liberté - soit capétienne ou républicaine, ou l'une et l'autre comme cela se fit voir dans le gaullisme du Général. Cette transcendance nécessaire, qu'est-ce sinon ce que Péguy appelait une mystique ?



Réponse à Alain Flamand :

Une dangereuse parodie

O rage ! O désespoir, O Flamand mon ami ! Pourquoi te faire complice d'une telle infamie ? Durand n'est qu'un poison pour la Démocratie...

On croit à une provocation amusante, on découvre une conviction profonde. Etonnement... On est porté vers les cimes du Logos, on tombe tout à coup dans l'apologie d'un inepte bavardage. Quelle chute ! On passe de la scène athénienne aux bouges médiatiques, de la tragédie antique à la pornographie, du général de Gaulle à Durand Guillaume - c'est tout dire !

Tout ? Je le croyais. Mais Alain Flamand m'oblige à comprendre les raisons de la colère qui m'a pris dès les premières minutes de la première émission durandienne. Colère froide, comme devant un saccage. Comment remettre en place tout ce qui a été

bousculé, cassé, sali ? Heureusement, notre collaborateur et ami me met sur la voie en poussant à l'extrême son apologie. Je le suis sans aucune peine lorsqu'il nous dit que la politique est un spectacle : la royauté en offrit de célèbres et Louis XIV fut, pour le meilleur et pour le pire, un incomparable metteur en scène. Accord aussi sur la nécessité de la théâtralisation parlementaire, sur cette violence verbale et ritualisée qui évite que le sang soit versé. Nous avons parcouru ensemble les trois quarts du chemin - de l'article - en sachant que nous côtoyons sans cesse le tragique.

Pas de souci politique vrai qui ne soit mûri dans une tragédie passée ou présente, pas d'engagement authentique sans volonté de tenir la violence en lisière. Voici cantonnés dans les seconds rôles, nécessaires mais pas décisifs, les gestionnaires de toutes sortes. Et voici récusée l'idée même d'un « jeu » politique. Nous sommes d'accord ? Alors pourquoi porter au pinacle les amuseurs publics et couvrir de fleurs le pire de tous ?

Le pire, en effet. Les comédiens qui se produisent à la télévision me divertissent plus au moins, mais leurs imitations et leurs plaisanteries ont l'immense avantage d'être le fait d'acteurs, qui sont connus comme tels et qui se présentent comme tels dans des émissions clairement désignées. Avec Guillaume Durand, nous sommes dans la confusion totale, nous regardons une parodie inavouable, nous assistons à l'abolition en direct de la démocratie.

Confusion. Pour fabriquer un spectacle qui marche, Guillaume Durand mélange les genres, les personnes, les fonctions, les enjeux : il y a dans son émission des politiques et des artistes, des plaignants et des avocats, un journaliste qui joue à l'arbitre (Durand en personne), des comiques qui font

les moralistes, des gens du peuple et des gens de la haute. Pourquoi pas ? De fait, l'émission serait intéressante si elle s'intitulait « tranche de vie » ou « wagon de métro » : elle devient perverse dès lors qu'elle confond dans un seul et même spectacle l'expression normale des opinions, des intérêts, des passions, et la représentation de la nation qui est suggérée par un décor de parlement à l'anglaise. Sommes-nous dans la rue, au spectacle, à l'Assemblée, où dans une émission de variétés télévisées ? Partout, et nulle part. Toutes les expressions sont légitimes, toutes les situations sont connues, mais tout est irrémédiablement brouillé. Appeler cela démocratie, c'est mesurer la qualité du débat politique à l'aune de l'efficacité spectaculaire, c'est tomber dans le piège tendu, en toute innocence, par Durand : vous n'allez pas, nous murmure-t-il, contester la nécessité du dialogue, récuser cette pauvre victime, refuser d'entendre les arguments de votre adversaire ? Non, je ne refuse rien - si ce n'est qu'on confonde la télé et le tribunal, la télé et le parlement, le spectacle télévisé et le spectacle politique.

Car nous sommes bel et bien devant une parodie de démocratie. La télévision ne remplacera jamais le parlement, Guillaume Durand ne pourra jamais se substituer à Chaban-Delmas ou à Fabius pour de très simples raisons : il n'y a pas de représentants élus, il n'y a pas de règlement pour les débats, il n'y a pas de réplique organisée. Sous la houlette de Guillaume Durand, tel député de

l'opposition peut être injustement attaqué, tel ministre peut être basement calomnié, ils « auront tort » si l'un est absent et si l'autre n'a pas été invité. Tout se joue dans l'instant de l'émission (ce dont Durand se flatte) non dans la durée de l'institution.

Comment croire que cette confusion et cette parodie peuvent faire reculer la violence ? Au contraire, l'émission durandienne illustre précisément l'usurpation violente de la fonction politique par les médias avec des conséquences cent fois dénoncées : l'émotion l'emporte sur la réflexion, le souci de la rentabilité sur celui du bien public, le sujet-choc sur la question décisive. D'ailleurs, Durand a l'honnêteté de reconnaître (dans *Télérama* du 30/10/91) que « la télévision commerciale, qui est aussi une industrie, est soumise à des lois économiques ». Economiques, pas démocratiques ! Et financières, plus encore qu'économiques !

Ne soyons pas dupes : les médias ne cherchent pas à purger les passions mais à les exacerber, à résoudre les conflits mais à les mettre en scène et, de plus en plus, à les provoquer. L'échange de coups est bon pour l'audience, et la logique est celle du meurtre en direct. Ce moment intense n'empêchera pas le sang de couler dans les rues.

B. LA RICHARDAIS

D'accord avec nous ?

Alors adhérez à la N.A.R. !

Capitalismes

PLANTU
LE PRÉSIDENT
HIP HOP!

Mais qu'est-ce qui a bien pu changer ? Il y a un an, il y avait des grèves, des manifestations et des émeutes en France. Il y a un an, l'Union soviétique était dans une situation impossible. Il y a un an, il y avait des coups d'Etats et des guerres civiles dans le vaste monde - et puis aussi cette guerre du Golfe qui se préparait et que nous ne saurions oublier (1).

Il y a un an, il y avait tout cela et tant d'autres événements que nous avions oubliés... Ce qui a changé ? Mais cela s'étale sur la couverture du nouveau Plantu (2) : il y a un an, nous avions un président « hip hop », qui « sur-fait » sur les vagues contestataires, et dansait la gigue de l'agitation. Puis, un jour, le président hip hop en a eu marre, et il a viré Michel Rocard. D'où la question que se posent tous les experts : l'année prochaine, quel sera le look du Président : supporter sportif (pour l'équipe Cresson), guérillero (en partance pour la campagne électorale), aventurier en quête de l'arche perdue (celle de l'alliance des partis et mouvements de la majorité présidentielle) ? Pour comprendre, pour savoir, pour mémoire aussi, attendons le nouveau Plantu.

Plantu ? Aussi précieux que le Sceptre d'Ottokar pour comprendre le principe de légitimité, aussi important que le Savant Cosinus pour l'épistémologie, aussi décisif que le Sapeur Camember pour la logique formelle, aussi fondamental qu'Astérix pour l'histoire du sentiment national.

B.L.

(1) « Reproche-Orient » Le Monde éditions, 1991.
(2) « Le président hip hop » Le Monde éditions, 1991 - Prix franco 47 F.

Qui aurait dit qu'une promenade sur le Rhin pouvait constituer aussi une belle leçon d'économie. Pourtant, embarquer avec Michel Albert c'est découvrir les vertus éducatives des paysages rhénans.

Capitalisme contre capitalisme» de Michel Albert (1) est à ranger aux côtés du «Maître des horloges» de Philippe Delmas (2). Deux ouvrages tournant le dos au libéralisme et qui s'insèrent en cette rentrée dans une série de parutions fort intéressantes me semblant ouvrir un débat décisif autour du capitalisme. Rien d'étonnant à ce que ce dernier, depuis la chute du communisme, se place au centre des réflexions. Avec la faillite des économies marxistes, il se retrouve seul modèle économique sur la planète. Seul, mais pas uniforme. «Le capitalisme est multiple, complexe comme la vie. Ce n'est pas une idéologie, mais une pratique». Le marxisme a sombré en partie faute de l'avoir compris ou d'avoir voulu le comprendre. Le capitalisme aura été l'ennemi insaisissable, ingénieux, rusé, s'adaptant à tous les terrains, renaissant de ses cendres là où on le croyait anéanti. Son secret ? Michel Albert nous propose une piste : le capitalisme est partout mais partout il est différent.

On ne s'en est peut-être pas aperçu mais le capital n'est pas apparu un beau jour du XIX^{ème} siècle venant de nulle part avec une définition immuable valable indifféremment pour tous les hommes. Si le capitalisme a été un facteur d'intégration et d'uniformisation, il a tout autant été façonné par les traditions nationales dans lesquelles il s'est moulé. Traditions qui sont autant d'expériences accumulées par les hommes sur un certain espace géographique, économique, politique, culturel déterminant de multiples formes d'économie capitaliste. Il n'y a pas le capitalisme

Michel Albert
**CAPITALISME
CONTRE
CAPITALISME**

Seuil
L'HISTOIRE
IMMÉDIATE

mais un capitalisme italien, allemand, japonais, américain, etc.

Subsiste cependant un paradoxe. Les économistes marxistes ne sont pas les seuls à réduire le capitalisme à une forme unique, seule «idée vraie» de la chose capitaliste. Les économistes libéraux affirment eux aussi détenir «la vérité universelle» sur l'objet en question. Pour eux, il y a une forme pure et idéale du capitalisme censée apporter la réponse ultime à tous les problèmes socio-économiques. Cette forme, c'est celle du marché sans entraves. Dans cette optique, toute autre démarche n'est que tentative imparfaite pour atteindre le véritable capitalisme.

Michel Albert, à l'instar d'autres penseurs de l'économie, met en évidence l' inanité de telles conceptions. Sur le plan de la performance économique d'abord : l'Amérique et la Grande-Bretagne, qui se sont mis à l'école libérale, possèdent maintenant des économies essouffées. La première connaît un déficit commercial permanent en raison de la con-

currence japonaise et allemande, la seconde s'est lentement désindustrialisée et le reliquat industriel est passé en grande partie sous contrôle japonais. Sur le plan social ensuite : aux États-Unis, la classe moyenne s'appauvrit, les inégalités se creusent, un lumpenprolétariat est en train de se constituer dans les banlieues des villes abandonnées au crime et à la drogue. Serait-ce donc là le modèle à atteindre ? Pour les riches, sûrement.

Michel Albert montre pourtant que certaines élites ont choisi d'autres chemins à l'intérieur du monde capitaliste. Allemagne, Suisse, Benelux, Suède et en partie le Japon ont emprunté une voie que notre auteur appelle «le modèle rhénan». Dans celui-ci, l'entreprise n'est pas considérée comme une marchandise mais plutôt comme une communauté et l'économie ne s'apparente pas à un casino mais reste animée par une éthique. Le marché, c'est à dire la concurrence, est la base du système mais l'Etat est là pour remédier aux déséquilibres excessifs.

La bonne nouvelle des années quatre-vingts c'est que l'économie sociale de marché... ça marche ! Tel pourrait être le message de ce «Capitalisme contre capitalisme». Reste à définir une voie proprement française. Car on ne pourra pas garder indéfiniment en guise de politique économique cette politique du «Franc fort» qu'on a tort de croire porteuse de croissance alors qu'elle ne peut en être qu'une conséquence. Ni attendre béatement l'arrivée du grand marché unique européen qui risque de n'être qu'une jungle si des préalables politiques ne sont pas clairement posés.

François VERRAZZANE

(1) Michel Albert «Capitalisme contre capitalisme» - Ed. du Seuil - Prix franco 132 F.
(2) Cf. *Royaliste* n°564 : Philippe Delmas «Le maître des horloges» - Ed. Odile Jacob - Prix franco 180 F.

Le grand œuvre de Victor Nguyen

Charles Maurras.



Le cœur se serre à la lecture de la belle préface que Pierre Chaunu a donné au livre posthume de Victor Nguyen. Comment douter que l'auteur de cette somme, qui avait engrangé d'immenses connaissances, avait encore beaucoup à nous donner ? Chercheur patient et tenace, athlète de la longue distance, Victor Nguyen était sans doute venu à bout de cette thèse interminable que nous attendions depuis longtemps et qui paraît en librairie grâce au dévouement de son préfacier. Mais ce travail acharné portait trop de promesses pour que nous ne déplorions pas la tragique disparition de cet intellectuel de première valeur. Pierre-André Taguieff l'avait pressenti en inscrivant son nom en tête de son propre livre *La force du préjugé*. Au moins avons-nous cette étude sans équivalent sur le jeune Maurras, dont Chaunu peut dire : «Sur ces dix chapitres, si j'en avais eu le pouvoir, je l'eusse fait élire au Collège de France».

Le projet de Victor Nguyen était, en effet, d'étudier à fond le Maurras d'avant l'Action française, le jeune intellectuel qui avait forgé sa propre pensée dans les dernières décennies du siècle précédent à travers un labeur journalistique, fondé d'abord sur la critique littéraire. On connaissait déjà, sur le sujet le livre fort estimable de l'Américain Roudiez. Pierre Boutang l'avait abordé dans son *Maurras* (qui va être réédité prochainement aux éditions de la Différence) en montrant l'intérêt exceptionnel de la correspondance avec Mgr Penon qui fut l'interlocuteur privilégié du jeune homme dans ses années de formation. A ce propos, il faut espérer qu'un jour prochain un éditeur averti aura l'idée de publier ce document fondamental à tous égards. Victor Nguyen le suit évidemment pas à pas, mais en l'éclairant par la lecture systématique des innombrables articles du journaliste, lancé très tôt dans la carrière, et qui fait son apprentissage philosophique et politique en entrant résolument dans les querelles de cette fin de siècles.

Nguyen ne s'est pas contenté de lire Maurras. Il a lu tout ce qui l'explique et l'entoure, voire ce qui le précède. Son introduction de soixante-dix pages sur le thème de la décadence au XIX^{ème} siècle constitue un livre dans le livre. On peut imaginer quelle carrière d'historien des idées il aurait pu mener, à la lecture de ces pages serrées qui impliquent un savoir exhaustif sur l'ensemble de l'évolution des meilleurs esprits d'une époque. Maurras n'est pas né à n'importe quel moment. On l'oublierait presque, tant il imposera plus tard une sorte de système impliquant sa propre autosuffisance, et cela en dépit de sa démarche empirique et de sa confrontation incessante à l'actualité. Mais il existe bien un Maurras d'avant l'Action française dont la pensée est loin d'être fixée et qui n'est même pas royaliste.

Avant d'être l'homme d'une doctrine et d'un combat défini une fois pour toutes, le jeune homme, échappé de sa Provence natale et perdu dans la brousse parisienne, eut à se débattre avec lui-même, ses incertitudes, son héritage familial et religieux, solidaire des hantises de sa génération, doué d'un formidable appétit de connaître et non dépourvu de faiblesses. Sans doute n'est-il pas démuné de repères, d'amitiés, voire de protections. La part «conservatrice» - on emploie le mot ici dans un sens plutôt positif qui réclamerait d'amples explications - incluse dans ses appartenances prendra presque toujours le dessus. Mais il ne faut jamais oublier la crise décisive qui marque cette jeunesse avec le constat progressif de la perte de la foi religieuse et la nécessité de fonder autrement une existence qui refuse la tentation nihiliste. Diverses découvertes recouvrant autant d'engagements successifs solliciteront sa fougue

intellectuelle et militante : l'école romane autour de Moréas, l'aventure du félibrige autour de Mistral, l'amour pour la Grèce antique ressourcé par sa montée à l'Acropole et se déployant en esthétique qui est aussi une conquête intérieure, la lutte pour la décentralisation menée avec Barrès avant que ne se précise la perspective directement nationaliste qui se cristallise - Je dirais hélas - avec l'affaire Dreyfus.

Nous suivons tout ce processus minutieusement, d'article en article, de journal en journal, d'interlocuteur à interlocuteur avec notre insatiable lecteur qui a tout dépuillé et nous renseigne au passage sur des éléments biographiques et microhistoriques dont nous ignorons tout. C'est ainsi que nous apprenons que le jeune Maurras évolua longtemps au sein des catholiques ralliés à la République, et que lui-même ne voyait rien à redire à l'initiative de Léon XIII. Mais en même temps, nous prenons la mesure des incertitudes et des ambiguïtés de ce parti des ralliés qui voudrait susciter un puissant mouvement politique à l'intérieur du régime pour en changer radicalement l'esprit et les fins. Autre surprise, la bienveillance voire l'admiration que Maurras a pu concevoir à l'égard d'auteurs qui deviendront par la suite ses ennemis emblématiques comme Victor Hugo et Emile Zola. Mais d'une façon générale, malgré un tour d'esprit critique qui l'amène à choisir et à sans cesse délimiter son camp, le jeune Martégal parisien s'affirme par une curiosité universelle à l'égard de son temps. Encore très lié au monde ecclésial qui a bercé son enfance et son adolescence, il lui arrive de regretter qu'il soit trop étranger à ce qui l'entoure et devrait constituer un lieu d'investissement et de débat. Une façon comme une autre de réclamer alors un certain agglornamento !

Au total, la pensée qui s'affirme, même si c'est encore en projet et en préparation, s'inspire d'un courant conservateur - ce qui ne veut pas dire d'ailleurs hostile au progrès social, ni même au socialisme que Maurras fait sien en un certain sens - bien passé de mode. Que signifient pour les générations actuelles les noms de Taine et de Le Play ? L'individualisme démocratique, la philosophie des droits de l'homme ont gagné la partie - même semble-t-il chez les royalistes d'aujourd'hui. Serait-ce que ce courant n'aurait plus rien à nous enseigner ? J'accuse volontairement les contrastes, prisonnier des évolutions fatales et des durcissements impitoyables du temps. Car, il n'est pas vrai qu'au sein de la pensée «libérale» ne se retrouvent pas des parts considérables de cet héritage conservateur. Lorsque Maurras montre que l'univers anglo-saxon n'est pas inspiré par l'individualisme que l'on célèbre mais par une histoire, une tradition, des libertés locales étendues, des familles fortes, il n'a pas forcément tort. Mais lui-même, victime du démon de la polémique, s'est laissé entraîner dans des attitudes agressives pleines d'ambiguïtés dangereuses. Le péché originel date bien de l'affaire Dreyfus qui marque l'engagement définitif de Maurras acquérant alors une vraie stature de doctrinaire et de chef politique. Le discernement est souvent difficile pour démêler les pentes dangereuses et les intuitions intéressantes d'un «maurrasisme» beaucoup plus problématique que l'on croit. C'est le même écrivain qui s'insurge contre la métaphysique de l'absolu qui fait exploser, du côté juif, la vie sociale, et qui défend le classicisme comme doctrine de l'homme universel ! Victor Nguyen nous le fait comprendre dans sa complexité jamais vraiment dénouée.

Gérard LECLERC

Victor Nguyen, *Aux origines de l'Action française, Intelligence et politique à l'aube du XX^{ème} siècle*, Fayard. Prix franco : 250 F.

La possession du monde

Yves Bonnefoy a son arrière-pays : appel de la présence sur fond d'absence, poésie sur ligne de démarcation. Il se tient sur un seuil, parole en deçà du sens improbable et urgent.

Pierre Veilletet a ses lieux sûrs, où il campe : des « repères », des « zones de répit », des « repaires » aussi. Moins mentale que celle du poète, sa géographie est plus sensible, peut-être plus terrienne, en tous cas plus mobile : « c'est un espace (...) qu'on déplace avec soi », - terrain quadrillé que l'espagnol nomme querencia, sol vécu - et socle - ensemble, imaginaire sans être jamais absent et réel sans se révéler autrement que dans l'acte de remonter le cours d'une vie, qui se donne dans l'écriture.

Au grand dam de Heidegger que Pierre Veilletet, si français du sud-ouest, ne devrait guère aimer, les chemins mènent quelque part : ils mènent et ramènent à un ici qui se laisse séduire par l'écriture et qu'on appelle, l'âge venu, une vie, ou si l'on veut des souvenirs, ou mieux encore des fidélités. Rien cependant de (ren)fermé : l'écriture de Pierre Veilletet n'est ni casanière ni frioleuse. Au rebours de Mauriac - ce grand voisin - Veilletet voyage. Ailleurs donc, ailleurs toute s'il le faut. Mais c'est toujours pour revenir, car « c'est la grande affaire ». Sa bibliothèque idéale, c'est le monde : c'est pourquoi Veilletet est - je ne dirais pas un homme heureux (qui peut le dire ?) - mais l'homme de la nécessité heureuse des « mots et merveilles » jetés sur une table, entre les

épluchures et le journal. Ils métamorphosent les choses. Car le signe, n'en déplaise à Mallarmé ou à Blanchot, n'est pas l'absence de la chose : le signe est sa présence déliée, que (trans)porte une musique écrite à mi-voix. Cet auteur, je le soupçonne de se tenir dans l'heureux voisinage de Montaigne, de Ponge, de Michel Serres (et de Chardin). Sa géographie est une carte de famille. Le billard, l'huître, la morue, le poulet rôti, la baignoire, la pipe, le canif y gagnent leurs lettres de noblesse, accédant sous le regard accueillant de l'écrivain, à la dignité de choses philosophiques. Le monde, ainsi, n'est jamais loin, qui a sa forme, sa matière et sa saveur. Il se donne, s'oriente, fait sens. C'est contagieux.

Un seul regret : que Pierre Veilletet se fasse trop rare et trop discret sur son pouvoir réfléchi de sorcier et de sourcier, laissant à son lecteur le risque, à vrai dire délicieux, de rêver seul à sa querencia la plus sûre : l'écriture. Effet de pudeur ? Qu'importe ton effort, lecteur, si Pierre Veilletet, comme Jaccottet, te jette au monde dans l'urgence des cinq sens qu'éclaire, entre attente et mémoire, une étrange vigilance : conscience pour les philosophes, écriture pour les poètes.

A. F.

Pierre Veilletet *Querencia et autres lieux sûrs*
- Edition Arléa - Prix franco 107 F.

Pour vous informer plus complètement sur la Nouvelle Action Royaliste n'hésitez pas à remplir la demande sur la page suivante

Chouans

L'ouvrage de Gabriel du Pontavice sur la Chouannerie souffre, hélas, des contraintes de taille, liées à la collection « Que sais-je ? ».

Et c'est dommage. Car évoquer en une centaine de pages la Chouannerie de 1792 à 1832 dans l'Ouest de la France (Bretagne, Normandie, Maine) est assurément un exercice difficile. Il y eut des chouanneries, dans l'espace et dans le temps, même si quelques constantes peuvent être soulignées.

On pourra regretter la place importante réservée aux faits proprement dits. De par la nature limitée et éparse de ceux-ci, leur trop longue évocation empêche de dégager l'essentiel de l'accessoire. Mais peut-être a-t-on voulu montrer l'extrême complexité, la division et la suspicion qui régnaient dans les rangs chouans ?

Cette réserve étant faite, le reste de l'ouvrage est bien rédigé et d'un bon intérêt. Au passage, on relèvera que Gabriel du Pontavice estime que la grande victoire des chouans fut la conclusion du Concordat entre Napoléon et le Pape, qui consacra la reconnaissance de la liberté du culte (une des causes, selon l'auteur, du soulèvement). Si des points obscurs demeurent (sur l'espionnage, le rôle de l'Agence de Paris, ...), ils sont dus à l'absence relative de documents (bien que l'on nous signale des archives inexplorées dans les bibliothèques britanniques).

Enfin, peut-être aurait-il été intéressant, à la suite de ce que Gabriel du Pontavice écrit sur la Chouannerie dans la littérature française (Chateaubriand, Balzac, Hugo, Barbey, etc.) de s'interroger sur l'héritage chouan dans la France d'aujourd'hui.

Marc DESAUBLIAUX

Gabriel du Pontavice « La Chouannerie » - Coll. Que sais-je ? - Prix franco 39 F.

ILE-DE-FRANCE

La Fédération Ile-de-France de la NAR convie les lecteurs de « Royaliste » (qu'ils soient militants, sympathisants ou simples curieux)

à participer à une TABLE RONDE sur le thème

« Qu'attendre des royalistes dans notre société actuelle ? »
le samedi 23 novembre à 15 h

dans les locaux du mouvement
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
(4ème étage).

Cette table ronde, organisée sous forme de débat, sera animée par Hugues Bouchu et Bertrand Renouvin.

MERCREDIS DE LA NAR

A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1er, 4ème étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain. La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre et gratuite), elle s'achève vers 21 h 45. Un buffet chaud est alors servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du buffet 24 F).

● **Mercredi 20 novembre** - Depuis quelques années, la malheureuse Jeanne d'Arc était enrôlée de force sous les bannières de l'extrême-droite, et nous déplorions qu'un Maurice Clavel ne fut plus là pour dénoncer l'imposture. Et voilà - ô surprise - qu'elle se trouve un héraut pour le moins inattendu : **Daniel BENSARD**, l'un des dirigeants de la *Ligue Communiste Révolutionnaire* qui vient de publier un très beau livre : « **Jeanne de guerre lasse** », à la fois dialogue d'amour et polémique à toutes humeurs. Il a accepté de venir nous expliquer sa démarche.

● **Mercredi 27 novembre** - Depuis de nombreuses années nous sommes très attentifs aux travaux d'**André GRJEBINE** en

matière d'économie. Il a publié récemment un ouvrage intitulé « **La politique économique ou la maîtrise des contraintes** » qui contient une foule d'idées neuves et de réflexions originales dont nos gouvernants feraient bien de s'inspirer...

André Grjebine qui publie régulièrement des articles de réflexion dans la grande presse, est à la fois professeur à l'*Institut d'études politiques* de Paris et chercheur au *Centre d'études de recherches Internationales* (CERI).

● **Mercredi 4 décembre** - La monumentale Histoire de France en cinq volumes publiée chez Hachette est maintenant complète avec la récente parution de « **L'ancien Régime (1610-1770)** » sous la plume d'**Emmanuel LE ROY LADURIE**. L'auteur (à qui l'on devait déjà le deuxième tome sur l'Etat royal 1460-1610) dresse ici le tableau de l'instauration de la monarchie absolue, liée à la naissance de l'Etat moderne.

Chercheur et historien, Emmanuel Le Roy Ladurie est Professeur au Collège de France et administrateur général de la Bibliothèque Nationale.

AFFICHES

Deux modèles d'affiches sont actuellement disponibles. L'une et l'autre sont de format 40x60 cm, imprimées en noir sur fond jaune.

Le premier modèle reproduit le titre de notre journal accompagné du slogan : « **Avec le comte de Paris, couronner la démocratie** ». Le deuxième modèle avec le nom du mouvement accompagné du slogan « **Des Bastilles restent à prendre** ».

Tarif (prix franco) (on peut panacher les deux modèles): 48 ex. : 56 F - 95 ex. : 100 F - 140 ex. : 137 F - 240 ex. : 213 F - 340 ex. : 287 F - 500 ex. : 410 F.

ABONNEMENTS INVENDUS

Ils vous permettent de recevoir tous les quinze jours une certaine quantité d'exemplaires du numéro précédent du journal pour les diffuser autour de vous.

Tarif pour six mois: pour 5 ex.: 84 F - pour 10 ex.: 163 F.

ABONNEMENTS DE PROPAGANDE

Envoyez-nous les noms et adresses de ceux de vos amis susceptibles d'être intéressés par « Royaliste ». Nous leur ferons un abonnement d'essai pendant trois mois. Prix de chaque abonnement : 25 F.

PHOTOS

Des photos du comte de Paris, chef de la Maison de France, sont disponibles à notre service librairie. Elles existent en trois format.

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom :

Prénom :

Date de naissance : Profession :

Adresse :

.....

.....

désire recevoir, sans engagement de ma part, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :

«Royaliste», 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Tarif franco : format 9x13 : 12 F - format 13x18 : 29 F - format 18x24 : 58 F.

Dans ces trois formats et au même prix, existent aussi les photos de la comtesse de Paris, du comte de Clermont, du prince Jean.

Egalement disponible (format 13x18) la photo officielle de la cérémonie d'Amboise représentant le comte de Paris et ses deux petits-fils, avec la signature des trois princes. Prix franco : 29 F.

RELIURES

Nous mettons à la disposition de nos lecteurs qui désirent conserver leur collection du journal, une reliure pleine toile bleue avec inscription «Royaliste». Cette reliure permet de contenir 52 numéros du journal. Elle est vendue au prix de 70 F franco.

MOINS DE 18 ANS ?

Vous avez moins de 18 ans ? Alors abonnez-vous vite à « Royaliste » : vous bénéficiez d'une **réduction de 50 %** sur le prix de l'abonnement d'un an. Soit **135 F au lieu de 270 F !**

Joindre photocopie de votre carte d'identité pour justifier de votre âge.

INVITATIONS

Si vous voulez recevoir régulièrement les **invitations** pour nos réunions des « **mercredis de la N.A.R.** », faites nous en la demande.

Pour des raisons d'économie nous n'envoyons le programme qu'aux personnes l'ayant demandé explicitement.

Non à la destruction

Royalistes, nous voulons couronner la démocratie dans sa double dimension : donner à nos institutions représentatives leur clef de voûte symbolique et leur point d'équilibre pratique ; assurer, pour la société tout entière, les conditions premières de son projet de justice et de liberté.

Encore faut-il que l'édifice constitutionnel ne soit pas détruit, sous prétexte qu'il n'est pas achevé et qu'il paraît fragile en certains points de son architecture. Or telle est bien la logique absurde qui caractérise des plans de réforme constitutionnelle vieux de vingt ou trente ans mais présentés de temps à autre à l'opinion publique comme des initiatives neuves et salvatrices. A droite comme à gauche, quand on a du vague à l'âme et rien de particulier à dire tout en voulant paraître moderne, on ressort des cartons l'idée d'une réduction de la durée du mandat présidentiel, ou celle d'une «6^e République» qui imiterait peu ou prou le modèle américain. Double illusion, particulièrement tenace, dont il faut dénoncer une fois de plus les conséquences catastrophiques.

CINQ FOIS NON

Aux séductions perverses du quinquennat (la coïncidence, non assurée, de la majorité parlementaire et de la majorité présidentielle, la moindre «usure du pouvoir» toujours soulignée par ceux qui n'y sont pas) nous opposons cinq raisons majeures que j'adressais déjà à Laurent Fabius lorsqu'il se déclara partisan de cette réforme en 1986 :

- Le quinquennat enlèverait au pouvoir son indépendance nécessaire. Elu en même temps que l'Assemblée, le chef de l'Etat serait plus que jamais le chef d'un parti, et ne pourrait plus espérer se libérer de lui. C'est comme si, outre-Manche, le chef du parti vainqueur devenait, pour quelques années, roi ou reine d'Angleterre. Chez nous, la fonc-

tion présidentielle se trouverait réduite et bientôt détruite, le Président devenant une sorte de super-premier ministre.

- Le quinquennat contredirait le souci de l'arbitrage, et par conséquent l'exigence de justice. Simple chef de parti, le président quinquennal ferait exclusivement la politique de ce parti et de sa clientèle, sans avoir le temps, ni la possibilité, de se poser la question du bien commun.



- Le quinquennat nierait le principe d'unité. Chef de parti et le demeurant, le président serait plus que jamais l' élu des uns contre les autres, incapable de sortir de la logique de l'affrontement tant le moment de sa réélection, ou de sa succession, serait proche.

- Le quinquennat détruirait la continuité, déjà insuffisante, dont nous disposons. Sept années sont peu de choses pour mener à bien une politique. La réduction du mandat interdirait toute mise en œuvre d'un projet et inciterait à une gestion sommaire, accompagnée d'une démagogie permanente.

- Le quinquennat ruinerait, enfin, toute idée de légitimité. Confondue avec les législatives, l'élection présidentielle perdrait sa spécificité, et le Président son statut particulier. Privé de son autorité propre, le chef de l'Etat redeviendrait un personnage inconsistent, sans prestige à l'intérieur comme à l'extérieur du pays.

Le quinquennat effacerait donc tous les principes positifs de la V^e République, sans même favoriser des relations plus harmonieuses entre les pouvoirs. D'où l'idée, à nouveau lancée par Simone Veil, de supprimer les contradictions au sein de l'exécutif (entre le Président et le Premier ministre) et de restaurer la fonction parlementaire en séparant strictement les pouvoirs : l'Assemblée ne pourrait plus être dissoute, et le gouvernement ne serait plus responsable devant le Parlement. Là encore, il s'agit d'une fausse bonne idée, contraire à la raison politique comme à notre expérience constitutionnelle.

L'AMERIQUE ?

Ceux qui rêvent d'importer la constitution des États-Unis en invoquant sa réussite négligent les données spécifiques de la politique américaine : d'une part la référence religieuse sur laquelle est fondée la démocratie en Amérique (qu'on relise Tocqueville), d'autre part le prestige et le rôle personnel du président des États-Unis, plus décisifs que le dispositif constitutionnel, enfin la structure bipartisane et l'absence de débat idéologique prononcé. Comme la France est un pays laïc, comme la multiplicité des partis lui est consubstantielle, comme les luttes politiques ont toujours, peu ou prou, l'allure d'une guerre de religion, le «régime présidentiel» ne pourrait avoir d'existence durable.

Ceux qui préconisent cette solution oublient en outre qu'elle a été appliquée par deux fois dans notre histoire (Constitution de l'An III et Constitution de 1848) et que, par deux fois, le conflit inévitable entre le législatif et l'exécutif a trouvé sa conclusion dans le coup d'Etat - celui du 18 Brumaire puis celui du Deux-Décembre. Veut-on, à nouveau, créer les conditions de conflits qui ne pourraient être résolus autrement que par la force ?

Tels qu'ils sont aujourd'hui présentés, les projets de réforme constitutionnelle ne sont que des opérations de diversion menées par des apprentis-sorciers. C'est sur le fondement gaullien, non sur un terrain ravagé, que la révolution institutionnelle peut continuer de s'accomplir.

Bertrand RENOUVIN